

## Convention Cadre entre la mairie de Floirac et l'association

**P.L.I.E. des Hauts de Garonne**

### Entre

La ville de Floirac représentée par son Maire, Monsieur Jean-Jacques PUYOBRAU dûment habilité es-qualité en application d'une délibération du Conseil Municipal,

### Et

L'association PLIE des Hauts de Garonne au Centre d'innovation et de Formation, Avenue Jean Alfonséa 33270 FLOIRAC, représentée par son Président, Monsieur Patrice CLAVERIE,

### D'autre part,

## PREAMBULE

La loi contre les exclusions du 29 juillet 1998 préconise et favorise fortement la mise en œuvre de véritables politiques locales d'insertion ciblées sur les populations les plus fragilisées notamment par la mise en place de plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Le PLIE a pour objectif l'insertion de personnes en grandes difficultés aujourd'hui exclues du marché du travail

La mise en œuvre d'un tel dispositif est apparue particulièrement opportune sur le territoire des villes d'Ambarès et Lagrave, Bassens, Cenon, Floirac, Lormont et Ste Eulalie et Carbon Blanc au regard de la population résidant sur les sept communes et relevant potentiellement d'un PLIE.

A la suite de quoi ces sept communes ont décidé d'initier la constitution d'un PLIE intercommunal et d'en confier la gestion à l'association PLIE des Hauts de Garonne.

Vu l'avis de la commission permanente du conseil départemental de l'insertion par l'activité économique du 22 octobre 2002,

Vu le Protocole d'Accord PLIE des Hauts de Garonne et son avenant n°1 sur la période 2015-2021, lié à la programmation européenne et le Protocole d'accord à venir sur le prochain programme européenne FSE + 2021-2027,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT,**

## **TITRE I. LES OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

### **ARTICLE I-1 : OBJET DE L'ASSOCIATION**

L'association régie par la loi 1901, a pour objet de participer à la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi des villes d'Ambarès et Lagrave, Bassens, Carbon Blanc, Cenon, Floirac, Lormont et Sainte Eulalie et d'animer diverses missions d'insertion sociale et professionnelle.

### **ARTICLE 1-2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

Au titre de la présente convention, l'association PLIE des Hauts de Garonne s'engage à faciliter l'insertion sociale, économique et professionnelle des personnes exclues du marché du travail, en mobilisant et en articulant tous les moyens et compétences à l'échelle du territoire des 7 communes, signataires du Plan, en organisant des parcours d'insertion individualisés et renforcés, en initiant la mise en place d'actions pilotes, de projets innovants et expérimentaux en matière d'insertion, d'emploi et de formation, en aidant les personnes sortant du dispositif d'insertion à trouver un emploi, en menant par voie de conventions avec les opérateurs qualifiés des actions ayant pour objet le retour à l'emploi des personnes suivies par le PLIE ou une qualification adaptée aux besoins locaux en matière de ressources humaines.

Afin de répondre aux exigences de l'Etat et de la Commission Européenne, en matière de gestion des crédits FSE dans le cadre d'une subvention globale portant sur le financement de l'activité des PLIE, l'association PLIE des Hauts de Garonne s'appuie techniquement sur AG3PLIE, Association de Gestion Mutualisée, ayant qualité d'organisme intermédiaire pivot, au sens de la circulaire 52/10 et dont l'association PLIE des Hauts de Garonne est membre de droit. Plus globalement, l'association PLIE des Hauts de Garonne s'appuiera sur tout organisme intermédiaire pivot, dont elle sera membre.

L'association fera appel aux concours des Villes, du Département, du Conseil Régional, de l'Etat, du Fonds Social Européen, des Entreprises et de tous ceux qui veulent agir de façon coordonnée et complémentaire en vue de permettre à une population fragile ou marginalisée de retrouver un véritable statut professionnel.

La participation financière des collectivités est assujettie à l'accréditation d'AG3PLIE pour la gestion des crédits FSE ou à l'accréditation de tout autre organisme intermédiaire pivot, dont le PLIE serait membre. Les collectivités locales pourront également revoir leur implication, en fonction des moyens alloués au titre du Programme Opérationnel National FSE + 2021-2027.

## ARTICLE 1-3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

Compte tenu de l'intérêt que présentent les activités de l'association au regard des missions de service public de la collectivité, cette dernière a décidé d'en faciliter la réalisation en lui octroyant des moyens financiers, tels que détaillés aux articles suivants.

## TITRE II. EXECUTION DE LA CONVENTION

### ARTICLE II-1 : LA SUBVENTION ALLOUEE

**La ville s'engage à verser une cotisation annuelle d'un montant d'un euro onze par habitant, arrêtée pour l'année 2021 par délibération du Conseil d'administration en date du 15 décembre 2020 et évolutive en fonction du taux d'inflation en N-1 pour les années futures.**

Cette somme doit permettre à l'association de financer les actions mises en œuvre dans le sens du partenariat et des objectifs définis au titre I. Une partie de cette cotisation sera affectée, autant que nécessaire et en fonction des exigences de gestion de l'association AG3PLIE ou tout organisme intermédiaire pivot, dont le PLIE des Hauts de Garonne sera membre.

La règle de l'annualité budgétaire permet à la collectivité de reconsidérer le montant de la cotisation allouée à chaque exercice budgétaire en fonction des besoins nouveaux exprimés par l'association.

### ARTICLE II-2 : MODALITES DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

1) Compte tenu des contraintes liées à la mobilisation des financements du FSE, la ville s'engage au titre de l'exercice 2021 à procéder au maintien du versement de sa participation de la manière suivante :

- Exercice 2021 : **cotisation de 1,11 € par habitant (selon les données INSEE actualisées au 28/12/2020).**

Pour les exercices 2022 et 2023, l'application de l'inflation N-1 sera sollicitée

2) Les modalités de versement de la participation financière de la ville, tenant compte des besoins de trésorerie, exprimés par l'association gestionnaire du PLIE feront l'objet du calendrier suivant :

- 1<sup>er</sup> trimestre 2021
- 1<sup>er</sup> trimestre 2022
- 1<sup>er</sup> trimestre 2023

## ARTICLE II-3 : REDDITION DES COMPTES ET CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'association, dont les comptes sont établis pour un exercice annuel devra :

- Formuler son appel de cotisation annuelle au plus tard le 30 janvier de l'année en cours de l'exercice considéré,
- Communiquer à la collectivité au plus tard le 30 juin de l'année suivante la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan et son compte de résultat certifiés par le commissaire aux comptes et sa liasse fiscale ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.

L'association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.

D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la collectivité de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

### TITRE III. EVALUATION DE LA REALISATION DE L'OBJECTIF OU DES ACTIONS

### ARTICLE III-1 : BILAN DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à faciliter le contrôle par les institutions publiques participant au financement de la réalisation des actions notamment par l'accès à tous les documents administratifs et comptables utiles à cette fin, et en particulier à produire annuellement un rapport écrit faisant apparaître le bilan des activités de l'association.

## TITRE IV. CONDITIONS GENERALES

## ARTICLE IV.1: DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2021 pour s'achever le 31 décembre 2023.

## ARTICLE IV.2: RENOUVELLEMENT

Dans l'année qui précède le terme de la présente convention, les villes de Carbon Blanc, Cenon, Lormont, Floirac, Bassens, Sainte Eulalie, Ambarès et Lagrave et les financeurs s'engagent à redéfinir les modalités de pérennisation du PLIE et les nouvelles conditions contractuelles entre ('association et les villes.

#### **ARTICLE IV.3: CLAUSE RESOLUTOIRE**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec l'accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE IV.4: MODIFICATIONS**

Toute modification apportée à l'une des présentes dispositions fera l'objet d'un avenant signé entre les parties dans les mêmes formes que la convention initiale.

#### **ARTICLE IV.5: LITIGES**

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties acceptent après l'épuisement de toutes les tentatives de règlement amiable de reconnaître la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Bordeaux.

Domicile est élu pour chacune des parties à l'adresse ci-dessus indiquée dans le cadre de leur comparution.

Fait à Floirac, le 4 janvier 2021

Pour la ville de FLOIRAC  
Le Maire  
Monsieur Jean-Jacques PUYOBRAU

Pour l'Association PLIE  
Le Président  
Monsieur Patrice CLAVERIE